

Prendre en compte tous les aspects de la répartition du revenu

Michel Husson

Économiste, chercheur à l'IRES

On peut parler de crise financière, mais on ne comprendrait rien des ressorts de la crise actuelle sans prendre un peu de recul. Ce qui est en crise, en réalité, ce sont les solutions apportées à une autre crise, celle du système précédent, celle du fordisme, celle du milieu des années 1970 qui marque la fin des «trente glorieuses». Les politiques habituelles ne réussissant plus à relancer la machine, ce fut le grand tournant libéral du début des années 1980. Nous vivons donc depuis 30 ans (les «trente piteuses»?) sous un régime de capitalisme néolibéral que l'on peut caractériser par la baisse de la part des salaires et la montée du taux de profit, un effet de «ciseau» entre profit et investissement, et la montée des dividendes. La répartition des revenus se caractérise donc par un transfert des richesses vers les actionnaires, qui pose dès lors une question : à qui va-t-on vendre la production ?

La finance a été la solution trouvée. L'image de l'économie capitaliste avant la crise est celle d'une masse énorme de «capitaux libres» alimentée par la compression salariale et par les déséquilibres internationaux. Grâce à la dérégulation financière, ces capitaux circulent librement à la recherche d'une hyper-rentabilité que les conditions concrètes de production de surplus ne peuvent garantir que virtuellement. Il est donc logique que cette fuite en avant se dénoue dans la sphère financière, mais cela n'implique en rien qu'il s'agisse d'une crise strictement financière.

La crise d'aujourd'hui est la crise du schéma néolibéral, qui lui-même apportait des solutions à la précédente crise. Ce modèle est cohérent en ce sens que ses éléments font système, mais il est en même temps inégalitaire, fragile,

déséquilibré. Les inégalités de revenus s'accroissent avec la croissance des revenus financiers qui sont l'apanage des riches. On assiste à un surendettement des ménages et à un endettement des États-Unis financé par le reste du monde.

Ce modèle a toujours l'avantage, aux yeux des dominants, de leur permettre de capter une part croissante des richesses produites et, grâce à lui, le capitalisme avait bien rétabli ses taux de profit, quelles que soient les controverses entre marxistes sur ce sujet. Mais il se caractérise par une fuite en avant qui a explosé en vol. Le profit n'était plus investi, symptôme important d'une crise plus profonde, celle du mode de satisfaction des besoins sociaux qui n'étaient pas rentables comme l'éducation, la santé, etc. Dans le cadre du schéma néolibéral, mieux vaut ne pas les satisfaire que le faire avec un taux de profit réduit. Et on peut dire la même chose des réponses marchandes aux problèmes écologiques: le problème n'est pas de faire baisser le taux de CO₂, il est de savoir si le capitalisme vert est rentable.

Mais le point important est surtout que ce modèle ne peut plus fonctionner mais que les capitalistes n'en ont pas de rechange. Le retour au keynésianisme est impossible, comme l'a montré Pedro Paez. Ils n'en veulent pas, gèlent les salaires et procèdent à des coupes budgétaires. Et le capitalisme néolibéral, avec ses règles du jeu, ne peut plus fonctionner. On assiste à une guerre des monnaies, les rapports Chine/États-Unis sont dans l'impasse et tout est fait pour que les régulations soient les plus faibles possible.

La période dans laquelle nous entrons est tout entière dominée par cette contradiction: tout va être fait pour revenir au *business as usual*, alors que c'est impossible. D'où la recherche de solutions brinquebalantes autour de quatre «dilemmes» qui dessinent une «régulation chaotique», une navigation à vue du capitalisme entre deux impossibilités: l'impossibilité (et le refus) de revenir au capitalisme relativement régulé des «trente glorieuses»; et l'impossibilité de rétablir les conditions de fonctionnement du modèle néolibéral, parce que celui-ci reposait sur une fuite en avant aujourd'hui achevée.

Premier dilemme, celui de l'arbitrage entre emploi et profits. La crise a brutalement interrompu la tendance du profit à la hausse. Cette dégradation s'explique en grande partie par l'évolution de la productivité du travail qui a fortement baissé, dans la mesure où les effectifs ne se sont que partiellement ajustés au recul de la production. Mais, sous le feu de la concurrence, les entreprises vont chercher à rétablir leurs profits, soit en ajustant les effectifs, soit en gelant, voire en baissant les salaires.

Dans le même temps, les dispositifs tels que le chômage partiel atteindront peu à peu leur limite de validité, de même que les primes à la casse. L'une des préoccupations des organismes internationaux est d'ailleurs de remettre en cause les mesures prises dans l'urgence de la crise. Cet ajustement de l'emploi et des salaires va alors enclencher une nouvelle boucle récessive par compression du revenu des ménages.

Deuxième dilemme, celui de la mondialisation: résorption des déséquilibres ou croissance mondiale? L'un des principaux moteurs de l'économie

mondiale a été, avant la crise, la surconsommation des ménages aux États-Unis. Elle peut difficilement être reconduite. La «définanciarisation» amorcée avec la hausse récente du taux d'épargne conduit à une nouvelle contradiction puisqu'une moindre consommation pour un revenu donné signifie aussi une croissance moins dynamique pour l'ensemble de l'économie. La solution choisie est de réorienter l'économie américaine vers l'exportation, mais cette option suppose l'amélioration de la compétitivité des exportations américaines, qui ne peut être obtenue que grâce à une dévaluation accrue du dollar. Plus récemment, une autre mesure a été prise, consistant en une injection massive de monnaie (*Quantitative easing*). Mais cette orientation ne peut que creuser les déséquilibres de l'économie mondiale. Si la baisse du dollar réussit à s'imposer, elle va en effet peser sur une croissance déjà défaillante en Europe. Combinée avec la création monétaire, elle va ensuite imposer aux pays émergents une réévaluation de leurs monnaies et aura pour effet de fractionner encore plus l'économie mondiale.

Troisième dilemme, le dilemme budgétaire : qui va payer le déficit ? La crise et les plans de relance ont conduit à un gonflement considérable des déficits que les gouvernements—notamment européens—ont décidé de résorber, d'autant plus qu'ils n'ont pris aucune mesure pour se préserver des assauts des marchés financiers. C'est ce qu'annonçait Trichet dès 2009 : «Le processus d'ajustement structurel devrait commencer, en tout cas, au plus tard lors de la reprise de l'activité économique. En 2011, il faudra intensifier les efforts.» Mais c'est condamner l'Europe à une faible croissance et à la régression sociale.

Enfin dernier dilemme, le dilemme européen : le chacun pour soi ou la coordination ? L'Europe est en train d'implorer en tant qu'entité économique. Le processus de fractionnement avait commencé bien avant la crise, mais il a franchi un seuil dans la mesure où les différents pays de l'Union sont inégalement frappés par la crise, en fonction du poids relatif de la finance, de l'immobilier et de l'automobile, et de leur mode d'insertion dans le marché mondial. Une véritable politique économique coordonnée est donc hors d'atteinte, d'autant plus que l'Union européenne s'est volontairement privée des institutions qui permettraient de la mener : pas de budget, pas de politique de change, pas de coordination fiscale. L'Europe de la concurrence «libre et non faussée» est logiquement condamnée au chacun pour soi et l'on assiste à une véritable débâcle du mode de construction choisi.

L'élément clé est donc la question de la répartition des richesses entre salaires et profits. Il n'y aura pas d'alternative sans toucher à la redistribution des revenus, même si cela sera difficile politiquement. C'est en effet la compression salariale, autrement dit la captation d'une partie croissante de la plus-value par la finance, qui a conduit à l'énorme accumulation de dettes qui a conduit à la crise. Mais je suis d'accord avec Martine Billard ; quand on parle de modifier la répartition du revenu ce sont tous les aspects de la répartition du revenu

qu'il faut prendre en compte : la réduction du temps de travail, les salaires, et la protection sociale. La répartition du revenu qui garantit à tous les gens dans un pays un mode de vie décent, une « *common decency* » comme le disait Orwell, c'est aussi un véritable droit au logement, un revenu de remplacement en cas de maladie, une vraie santé gratuite, une vraie éducation gratuite ; bref, un mode de satisfaction des besoins sociaux et le droit à l'emploi. Il faut dénoncer les discours à la Malthus pour qui les riches seraient utiles parce qu'ils créent des emplois pour les pauvres en consommant, et se battre pour un revenu maximal. Ford disait : je ne trouve pas normal qu'un PDG gagne 30 fois plus que l'ouvrier le mieux payé de sa boîte. L'écart est beaucoup plus grand aujourd'hui !

Il faut aussi réduire la durée du travail, le chômage étant la face cachée de la non réduction du temps de travail. Jean-Christophe Le Duigou oppose la réduction du temps de travail et la mise en cause du contenu du travail. Je trouve que cette position est caractéristique du retard qu'il y a dans le mouvement syndical français sur la question de la durée du travail. Prenons l'exemple de ce qu'avaient fait les camarades de la CGT à Sochaux au moment des 35 heures. Ils avaient fait un plan. Ils parlaient du principe : on baisse le temps de travail de 10% et on embauche 10% de personnes. Et ils avaient organisé des réunions pour savoir où les embaucher, quels étaient les travaux les plus pénibles, ceux qui justifiaient qu'on réduise le plus le temps de travail et qu'on augmente les effectifs. Bien sûr il faut discuter de l'organisation du travail, mais pourquoi mettre une condition à la réduction de la durée du travail ?

Ce qui pèse sur l'histoire des 35 heures, c'est qu'il n'y a pas eu d'obligation du patronat à embaucher. Pour Pierre Larrourou notamment, la loi Robien était meilleure que la loi Aubry parce que les aides de l'État étaient conditionnées au fait d'embaucher 10% d'emplois contre 10% de baisse de temps de travail. Mais cette loi était facultative ; c'était une possibilité qui était offerte et qui a été très peu utilisée. Avec les lois Aubry, I puis II, l'obligation de créer des emplois a été réduite ! Et si le Medef ne se bat pas pour l'abrogation de la loi sur les 35 heures, c'est parce qu'il a peur qu'on lui enlève les aides qui lui ont été octroyées au moment des 35 heures. On peut se raconter des histoires sur le pouvoir des travailleurs, dire qu'il faudrait qu'ils aient plus de pouvoir, qu'il y ait la démocratie économique ; qui est contre ? Mais si on avait fait un système disant, par exemple, « vous aurez des aides à condition que vous créiez 10% d'embauches, et ces embauches seront contrôlées par les travailleurs », alors effectivement on aurait un pouvoir économique des travailleurs. Dire que la nature du travail c'est une chose, et que le contenu du travail c'en est une autre, c'est ne pas voir la portée de transformation sociale de la réduction du temps de travail. Parce qu'un système moins productiviste, moins consumériste, passe par la réduction du temps de travail ! On peut faire des colloques sur le contenu du travail. Mais réduire le temps de travail et donner, à cette occasion, les moyens aux

travailleurs de contrôler comment va être répartie et gérée cette baisse du temps de travail, donner la priorité aux besoins sociaux, c'est inverser les priorités: au lieu de devoir prouver que vous êtes rentables, employables, pour qu'on daigne vous créer un emploi, la logique d'une démocratie sociale c'est de dire quels sont les besoins en emplois que l'on a, et comment on les finance.

Les réformes fiscales indispensables à la redistribution des richesses et au financement de la réduction du temps de travail doivent annuler les cadeaux faits depuis des années aux entreprises et aux riches. Elles doivent être envisagées au niveau européen, car beaucoup des contraintes ne pourront être levées qu'à ce niveau. La question des dettes souveraines, celle des paradis fiscaux, celle de la spéculation et des mouvements de capitaux ne se régleront qu'au niveau de l'Europe; et cette dimension européenne doit être intégrée dans tout projet de transformation et de sortie de crise.

De ce point de vue, la sortie de l'euro est une fausse solution, une illusion. Il suffit de voir comment le Royaume-Uni, qui n'appartient pas à la zone euro, pratique la même politique d'austérité (réduction des dépenses socialement utiles et augmentation des impôts les plus injustes) après avoir fait passer la dette du privé au public. Si un gouvernement libéral était amené à sortir de l'euro sous la pression des événements, il est clair que ce serait le prétexte pour une austérité encore plus dure que celle que nous connaissons aujourd'hui et que cela ne permettrait en rien d'établir un rapport de force plus favorable aux travailleurs. C'est la leçon que l'on peut tirer de toutes les expériences passées. Pour un gouvernement de gauche, sortir de l'euro serait en outre une véritable erreur stratégique. La nouvelle monnaie serait dévaluée, puisque c'est l'objectif recherché. Mais cela ouvrirait immédiatement une brèche dont profiteraient instantanément les marchés financiers pour engager une offensive spéculative. Celle-ci enclencherait un cycle dévaluation-inflation-austérité. De plus, la dette, jusque-là libellée en euros ou en dollars, augmenterait brusquement du montant de cette dévaluation.

L'alternative implique aussi, d'une manière ou d'une autre, l'annulation de la dette. L'incompatibilité est totale entre la dette et les intérêts sociaux majoritaires. Il ne peut y avoir d'issue progressiste à la crise sans remettre en cause cette dette, que ce soit sous forme de défaut ou de restructuration. D'ailleurs, un certain nombre de pays vont probablement faire défaut et il est d'autant plus important d'anticiper cette situation et de dire comment elle devrait être gérée.

Construire un point de vue internationaliste sur la crise en Europe est le seul moyen de s'opposer vraiment à la montée de l'extrême droite et d'affirmer une véritable solidarité internationale avec les peuples les plus fragilisés par la crise en demandant que soient mutualisées les dettes au niveau européen. Il faut donc opposer un projet alternatif au projet européen bourgeois qui conduit, dans tous les pays, à la régression sociale; réfléchir à l'articulation entre rupture avec l'Europe néolibérale et projet de refondation européenne.